



Batailles territoriales et symboliques autour de la muraille de Théodose II à Istanbul

Franck Dorso

DANS **ESPACES ET SOCIÉTÉS** 2007/3 n° 130 , PAGES 103 À 117
ÉDITIONS **ÉRÈS**

ISSN 0014-0481

ISBN 2749207872

DOI 10.3917/esp.130.0103

Date de mise en ligne : 10/09/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-3-page-103?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour érès.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Batailles territoriales et symboliques autour de la muraille de Théodose II à Istanbul

Franck Dorso

En 2003, le projet de l'Unesco visant à modifier le classement des murailles de Théodose II d'Istanbul pour les inscrire sur la liste du patrimoine mondial en péril, a suscité de nombreuses réactions. Éclairant les malentendus persistants qui entourent la rénovation du site, cet émoi peut servir de révélateur à la place réservée à l'histoire dans les politiques urbaines : construction stratégique à visée identitaire, ressource banale de l'industrie touristique mais aussi non-dit encombrant qui affleure dans la monumentalité de certains espaces urbains. Occupé par un habitat illégal, des activités économiques clandestines et des pratiques socialement réprouvées, l'édifice connaît depuis 1985, une succession d'opérations d'évacuation, de rénovations rapides et de recolonisations presque immédiates des espaces dégagés. Ce processus de recomposition territoriale permanente est dénoncé par l'ensemble des acteurs institutionnels. Comment expliquer que, malgré un rapport de force apparemment en tout point déséquilibré, les réoccupations contraignent à ce point le plan de rénovation du maître d'ouvrage ? La seule prise en compte des rap-

ports de force et des ressources propres à chaque acteur ne semble pas suffire pour expliquer la situation. L'hypothèse présentée ici s'inspire du paradigme de la transaction sociale et inscrit la perspective historique dans la tentative d'explication. Des transactions croisées semblent bien opérer autour de l'appropriation territoriale et symbolique de la muraille. Elles reposent toutefois sur des non-dits et des décalages, qui permettent aux différentes catégories d'acteurs de se ménager des marges d'autonomie, voire d'alliances. Les luttes autour de l'usage du site renvoient finalement à d'autres enjeux, tacites, faisant intervenir l'histoire de la muraille dans le temps présent de l'urbanisation d'Istanbul, et dans le temps long de l'histoire de l'ancienne capitale impériale.

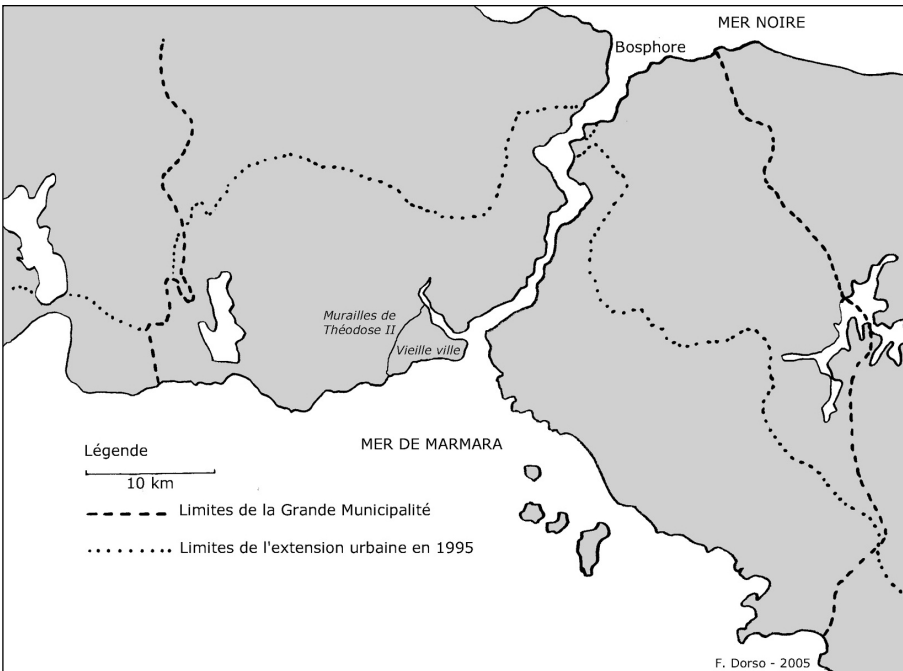


Fig. 1 – Localisation de la Muraille de Théodose II, Istanbul.
(Source : F. Dorso)

LA MURAILLE TERRESTRE DE THÉODOSE II

Byzance et Constantinople ont connu plusieurs murailles. La plus visible aujourd'hui reste celle construite par l'empereur byzantin Théodose II au ^ve siècle. Elle entoure la ville historique, située sur un isthme bordé par deux plans d'eau, la Corne d'or au nord et la mer de Marmara à l'est et au sud. La partie terrestre clôt le triangle, à l'ouest de la ville, sur une longueur de sept

kilomètres. C'est aujourd'hui la partie la mieux conservée du dispositif initial. La triple rangée de hauts murs, bien qu'altérée par les séismes, les brèches des grands tracés urbains, l'abandon et la réoccupation sauvage, fait encore frontière sur toute sa longueur (Dorso, 2003). L'ancien fossé des remparts est aujourd'hui comblé, occupé sur sa partie sud par des productions maraîchères. Quatre-vingt-dix tours se dressent vers l'ouest, et la bande *non aedificandi*, définie par le plan de Prost, sépare toujours la vieille ville des arrondissements extérieurs. L'urbaniste français travailla sur l'aménagement d'Istanbul de 1934 à 1951. Chargé officiellement en 1936 d'édifier le premier plan directeur de la ville, il proposa notamment la règle de la cote 40 (pas de construction de plus de trois étages au-dessus de la cote 40) et la protection des sites historiques (Angel, 1992). À ce titre, les murailles théodosiennes devaient être protégées, du côté extérieur, par une zone verte de 500 mètres, et, du côté intérieur, par une zone de 80 à 100 mètres de large, accueillant des chemins de promenade.

L'occupation de la muraille à des fins autres que militaires est ancienne. Les premières autorisations données aux jardiniers sur le versant sud datent de la période ottomane, voire byzantine. En période de paix, certaines tours étaient louées à des citoyens désireux de vivre plus près de la nature, lorsque l'ouest de la ville intra-muros était encore une campagne plantée de vergers, tandis que les cimetières ombragés musulmans et arméniens venaient s'adosser à la muraille sur son côté extérieur. La présence des Roms était déjà tolérée en certains points, qui faisaient office de quartiers chauds. Avec l'apparition des canons navals, la fonction militaire de l'ouvrage a décliné à partir du milieu du XIX^e siècle. Depuis, et jusqu'aux explosions urbaines des années 1950 puis 1970, la muraille a été peu à peu colonisée par l'habitat précaire des franges les plus pauvres de la population – issues de l'exode rural – des minorités nationales (Kurdes, Roms, Syriens), ou de catégories marginales de la population. Ces habitats temporaires ou durables se logent dans les casemates, souterrains, niches, trous et tours effondrées. Les Roms de la région d'Adana installaient pendant plusieurs mois leur campement entre deux murs garantissant une parfaite invisibilité – alors que d'autres étaient sédentarisés autour de la porte de Sulukule. La muraille a enfin accueilli plusieurs activités économiques – agriculture, tannerie, commerces licites et illícites, ainsi que les usages réprouvés par la morale publique, comme la prostitution et les trafics en tous genres.

En 1985, la Turquie sortait peu à peu d'un coup d'État militaire et d'une période de crise politique importante. Parallèlement à la transformation de son économie, elle commença à s'ouvrir au tourisme. L'inscription patrimoniale impliquait la sauvegarde de quatre sites archéologiques et culturels de premier plan, dont la muraille. Hormis quelques travaux timides sur d'anciens ajouts ottomans, dans les années 1970, l'édifice n'avait fait jusque-là l'objet d'aucune attention particulière. Après 1985, la muraille, et certaines

zones contiguës, furent peu à peu vidées de leurs occupants, parfois dans la violence : l'intervention conjointe de la police et de l'armée à Topkapı en 1997 reste dans les mémoires. À cette époque, la gare routière d'Istanbul qui jouxte la porte fut déplacée dans le quartier d'Esenler, en périphérie. L'*Otogar* de Topkapı était jusqu'alors entourée d'une grande zone commerciale (*Ucuz Kapalı Çarşı*, le « grand bazar du pauvre ») et de multiples étals de commerce de rue. Les évacuations déclenchèrent émeutes et violences, puis la zone fut rasée par les *bulldozers* – sans empêcher des reconquêtes ultérieures, plus modestes.

Les opérations sur le bâti démarrèrent plus lentement. Des archéologues turcs, bientôt suivis de collègues étrangers, critiquèrent les premiers chantiers, entrepris sans expertise. Seules deux tours seront confiées aux spécialistes à la fin des années 1980, alors que des scandales éclataient sur l'obtention des marchés par des entreprises privées, supposées proches des élus de la municipalité.

Sur le plan institutionnel, la municipalité du Grand Istanbul (IBB) resta le maître d'ouvrage, à travers notamment le Service de l'urbanisme et de la construction et la Direction de la protection de l'environnement historique, organismes parfois plus concurrents que partenaires. IBB délègue aujourd'hui une part de son rôle à la mairie de l'arrondissement de Fatih, le long duquel s'étend la muraille, côté vieille ville. Il faut aussi compter avec le système d'acteurs nationaux qui émanent principalement du ministère de la Culture et du Tourisme : le Haut conseil pour la protection des biens naturels et culturels, actif depuis 1983, avec ses Commissions départementales déconcentrées et l'Unité du patrimoine mondial, née en partie sous la pression internationale, avec son Bureau de coordination et de suivi des projets à Istanbul. La Chambre des architectes, quant à elle, fournit régulièrement un avis consultatif. Ces institutions ont été plus fortement mobilisées ces derniers temps, à la suite des interventions des organisations internationales. Elles se sont surtout penchées sur la politique générale et le plan de sauvegarde de la péninsule (Ozel, 2004). Enfin, l'Association de la conquête d'Istanbul, créée en 1953, a pour objectif principal la commémoration de la prise de la ville, organisée chaque année sur la muraille.

Lors de sa vingt-troisième session générale, à l'été 2003, l'Unesco a menacé de modifier l'inscription patrimoniale d'Istanbul, pour inscrire la ville sur la liste des chefs d'œuvre en péril. Cette inscription, motivée par des constats répétés sur la dégradation des sites et l'absence de plan d'aménagement et d'urbanisme, constituerait un désaveu pour la municipalité. Elle s'est accompagnée d'une mobilisation de la société civile, d'ONG, d'universitaires turcs et étrangers, militant pour la préservation des sites et la prise en compte de la dimension sociale dans le traitement patrimonial. Face à ces critiques, la municipalité a répliqué par un plan de sauvegarde de la péninsule historique au 1/5 000^e dont la diffusion était prévue pour le printemps 2005.

L'Unesco a assoupli sa position à la conférence de Pékin en juillet 2004, mais ce plan reste accueilli avec scepticisme par les scientifiques, qui n'y voient qu'un plan de zonage. Le débat autour du plan révèle une autre ligne de fracture, entre universitaires et représentants des pouvoirs politiques, fracture qui peut confiner au mépris mutuel et qui représente un obstacle sérieux dans la définition d'un projet réel pour la muraille. Mais c'est semble-t-il un fossé plus profond encore qui sépare la sphère décisionnelle de ce qui se passe sur le terrain. D'un côté les décideurs n'enquêtent pas sur la muraille ou les zones contiguës pour mieux connaître une situation qu'ils n'ont pas vraiment maîtrisée jusque-là. De l'autre, les usagers réagissent selon la grande diversité des situations, mais craignent tous un glissement affectant peu à peu les équilibres précaires et les tolérances tacites qui régnaient jusque-là.

érés | Téléchargé le 29/05/2026 sur <https://sbs.cairn.info> (IP: 216.73.217.65)

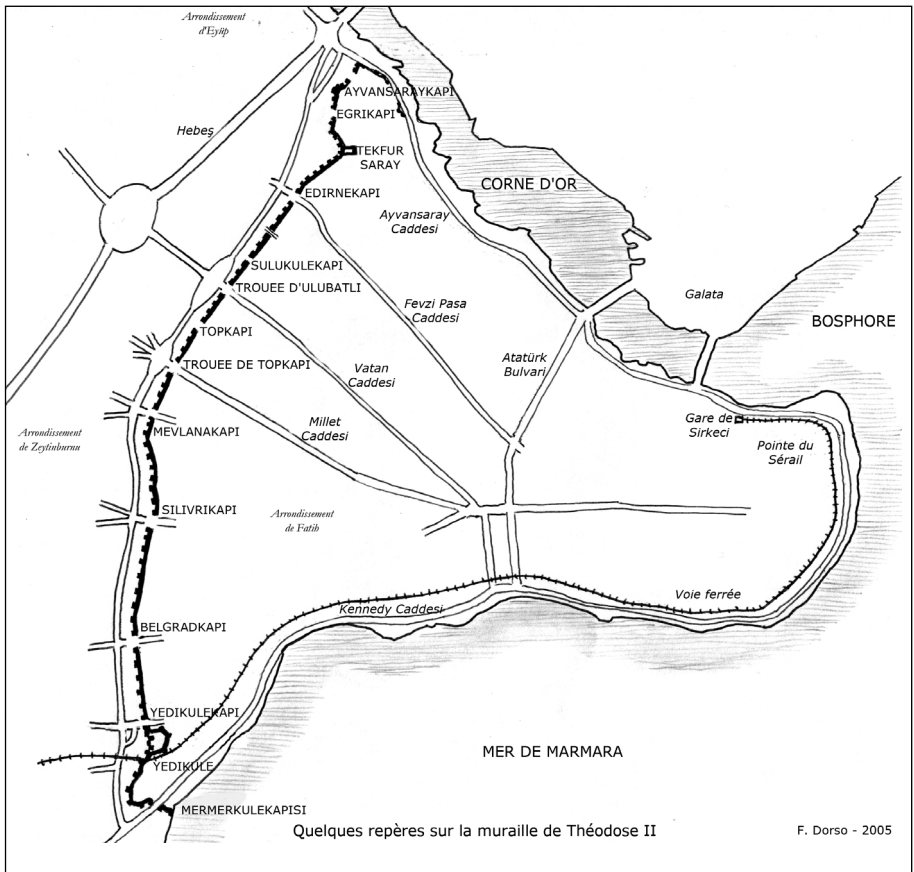


Fig. 2 – La muraille de Théodose II
(Source : F. Dorso)

RENCONTRE ENTRE PLANIFICATION ET FORMES URBAINES D'INITIATIVE POPULAIRE

La forme de planification dont il est question ici relève à la fois du pilotage autoritaire de la gestion urbaine, et des opérations de requalification urbaine qui s'imposent depuis une trentaine d'années dans des stratégies de concurrence inter-urbaine à l'échelle mondiale. Elle rencontre des occupations de l'espace que nous nous proposons de définir par le terme de formes urbaines d'initiative populaire. Nous empruntons à Agnès Deboulet (1997) la notion d'« habitat d'initiative populaire » qu'elle utilise pour définir les cités spontanées des périphéries du Caire, dans l'optique d'une co-production de la ville qui ne place pas ces formes marginales dans une situation d'incompétence prédéterminée (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000). Les dynamiques de construction et de régulation sociale échappent à la planification légale. Elles mettent en relief des formes autonomes d'organisation, qu'elles soient importées des zones rurales d'origine ou qu'elles s'établissent dans l'interaction avec le contexte urbain d'arrivée. Nous reprenons cette idée, en proposant de l'étendre à des formes de pratiques et d'usage de l'espace qui n'ont pas forcément de lien privilégié avec le logement. Le terme de formes urbaines d'initiative populaire désignera donc des formes d'usages ou d'occupations de portions d'espace urbain, considérées comme illégales par les autorités ou comme anormales par le système de valeur dominant. Il peut s'agir d'habitat (bidonvilles, quartiers clandestins, *squats*...), d'activités économiques souterraines (production agricole, artisanat, réparation, récupération et vente de matériaux, fabrication et commerce de stupéfiants...), de pratiques jugées déviantes (prostitution, consommation d'alcool ou de drogues, *flirts*...), ou d'occupations et de détournements transitoires ou alternatifs de lieux (marquages de l'espace, rassemblements, déambulations, « planques », repos, mise en scène de soi ou du groupe, provocations...).

Les modalités de la rencontre peuvent être analysées en termes de transactions, dont l'objet explicite est ici l'usage et l'appropriation physique du site. En effet, différents acteurs prétendent utiliser la muraille et revendiquer la légitimité de cette utilisation. Dans le paradigme de la transaction sociale, les situations se caractérisent par un mélange d'échange, de négociation et d'imposition (Remy, 1998). Dans ces transactions, l'histoire de la muraille, considérée dans sa monumentalité physique ou ses représentations différenciées, apparaît comme une ressource essentielle, mais souvent tacite.

Les transactions sont également structurées par la mise en tension de couples d'oppositions indépassables (Voyé, 1992). On peut en repérer un certain nombre, dans la situation étudiée : intérêts concurrents des acteurs (faire venir le maximum de touristes sur la muraille/conservé son lieu de survie économique), valeurs inconciliables des uns et des autres (pragmatisme de l'entrepreneur ou du politique/usage et représentation traditionnels de la terre

des migrants anatoliens), oppositions plus structurales (mobilité/ancrage au sol). Ces blocages ou ces tensions trouvent des formes de résolution, à travers des compromis pratiques qui sont transitoires – puisqu'ils n'éliminent pas les oppositions, mais permettent des formes d'équilibres temporaires (Freynet et al., 1998). Le tiers et la médiation peuvent intervenir dans l'établissement problématique de ces compromis.

La situation sur la muraille est jugée problématique par les acteurs locaux car elle apparaît imprévue et, dans une certaine mesure, imprévisible. Ce décalage s'explique, dans un premier temps, par un dédoublement du processus transactionnel, c'est-à-dire par la co-existence de deux ordres de saisissement de l'objet « muraille », et, partant, de deux sphères d'interactions entre acteurs. Un premier niveau se structure ainsi autour des acteurs institutionnels qui ont la charge officielle du projet de rénovation, tandis qu'un autre niveau opère sur le terrain, autour des usages, des vécus et des perceptions des groupes présents (habitants, occupants, riverains, propriétaires, commerçants, entrepreneurs locaux, ouvriers et contremaîtres des entreprises de travaux publics pour les chantiers). La scission du processus transactionnel aboutit peu à peu à un processus de disjonction ou d'ignorance, qui facilite, dans les situations concrètes, le surgissement de l'imprévu. Ceci est vrai pour les différentes parties, institutionnels comme usagers. Les cultivateurs qui occupent la muraille disent bien qu'ils craignent l'arrivée de la police ou de l'armée qui pourrait les déloger : « on ne sait pas ce qui va nous arriver... ». La municipalité, de son côté, ne sait pas précisément ce qui se passe sur la muraille. Les travaux de consolidation pour raison de sécurité ont ainsi plus souvent été engagés après des accidents que de manière préventive.

Au final, lorsque des contacts officiels ont lieu, l'imposition semble l'emporter sur la négociation et l'échange : les déguerpissements de force ont longtemps prévalu. L'analyse des faits imprévus apporte cependant des nuances à cette scission apparente, et permet d'entrevoir une partie des facultés de coproduction du lieu des usagers, et, en prolongeant, la place de l'histoire de la muraille dans ces mécanismes.

L'IMPRÉVU : UN ESPACE INDÉCIS AU CŒUR D'ISTANBUL

La fréquentation touristique de la muraille, objectif premier de la rénovation, reste infime, malgré le dégagement apparent de l'édifice et les pages consacrées au rempart dans les guides. La réputation dangereuse du lieu limite souvent le regard touristique à une photographie fugace prise à travers les vitres de l'autobus qui mène de l'aéroport à la vieille ville. De fait, une exploration de la muraille ne s'improvise pas et l'accès à certains endroits nécessite de connaître des codes et des personnes. Le classement patrimonial – concept importé puisque le mot n'existe pas en turc, où l'on parle d'héritage (*miras*) – semble avoir produit un effet, sinon inverse, du moins large-

ment différent de l'objectif initial. À cette première déconvenue s'ajoutent les conflits latents entre occupants de la muraille et riverains des quartiers voisins, que révèlent les entretiens réalisés dans les *mahalle*¹ proches. Le *muhtar* (maire) du quartier de Veledi Karabaş regrette le temps où, enfant, le « mur » constituait son principal terrain de jeux. Les habitants proches de la porte d'Edirne déplorent les libations nocturnes et la perte morale, tandis que les petits commerçants installés derrière Mevlnakapı mettent en garde contre les dangers cachés dans la muraille, à quelques mètres de leurs locaux. Les campements de Roms semblent unanimement condamnés. Des conflits très territorialisés peuvent s'engager autour de l'habitat, comme dans la crypte proto-byzantine près de Silivrikapı, ancien refuge de chômeurs sans domicile, et maintenant « gardée » par des habitants du quartier. Ces tensions entrent en résonance avec les discours officiels : les reconquêtes sauvages viennent dégrader l'image nette que les pouvoirs publics veulent instaurer. Les manifestations visibles de ces occupations, habitats ou pratiques transitoires, paraissent inacceptables, tant sur le plan du *marketing* urbain naissant, que sur celui des conventions sociales – surtout dans les quartiers marqués par un rigorisme moral et religieux ascendant. Cependant, ces conflits n'aboutissent pas à une négociation officielle ou à des revendications structurées. Il y a bien une disjonction apparente entre deux processus transactionnels qui s'objectivent autour d'un même lieu, mais visent des buts différents et divergents. L'incertitude des jardiniers en témoigne : si eux se sentent menacés et disent ignorer si les choses vont changer, les entretiens réalisés à la direction de la planification urbaine et de la construction indiquent que la partition entre ceux qui vont rester et les futurs expulsés est déjà arrêtée.

Cette disjonction n'est pourtant pas un état donné une fois pour toutes. La forte mobilisation des universitaires, soutenue par des associations turques et des chercheurs étrangers a permis à ces acteurs, jusque-là écartés du processus officiel, d'y entrer. Certes, ceux-ci bénéficient déjà de capitaux sociaux, économiques et culturels qui les mettent en position de légitimité vis-à-vis des pouvoirs publics. Mais leur entrée pourrait faire évoluer les choses, car l'on parle parfois, maintenant, de participation des habitants (sans toujours dire lesquels). De la même façon, la mairie d'arrondissement de Fatih, en se voyant déléguer une part du pouvoir par IBB, met en œuvre des pratiques politiques de contact, héritées des partis religieux successivement au pouvoir. On parle d'entrées, mais on pourrait parler de sorties, pour évoquer, par exemple, le départ des tanneries au début des années 1990, qui occupaient depuis des siècles le secteur de Yedikule, en bord de la mer de Marmara.

1. Le *mahalle* est le quartier, subdivision administrative de l'arrondissement, dont la taille peut être variable.

Des relations plus anciennes perdurent également. La location des jardins à IBB met en contact des personnes des services municipaux et des représentants des jardiniers. La figure du *muhtar*, évoquée plus haut, est elle aussi ancienne. Les Roms d'Adana, enfin, si critiqués, qui occupent les portions les plus cachées des murailles, sont en même temps des musiciens rémunérés par les Stambouliotes pendant le ramadan : ils réveillent les habitants avant l'aube, par groupe de trois ou quatre, de leur mélodie chantée et accompagnée au tambour par le *davulcu* (joueur de *davul*, tambour proche de la grosse-caisse). Les figures de passeur semblent opérer dans une sphère intermédiaire entre le projet urbain et les occupations locales. Les conflits d'usage et de territorialité eux-mêmes ne semblent pas irréversibles. Tout ceci tempère l'hypothèse d'une disjonction étanche.

L'analyse des représentations renforce cette idée. Les enquêtes auprès d'occupants et de riverains montrent que ceux-ci n'ont pas, à une très forte majorité, d'image de la muraille dans son ensemble, mais une représentation par point. À une vision linéaire, qui est celle des experts et des chercheurs, fait place une vision ponctuelle, dans laquelle la muraille s'insère à un ensemble d'éléments (quartiers environnants, lieux de pratiques diverses, trajets urbains). Elle peut faire partie d'un tout, mais ce sera celui de l'aire des usages quotidiens. On trouve cette même opposition à l'intérieur de la sphère décisionnelle. Les opérations de rénovation ordonnées par IBB portent sur des portions, sans projet d'ensemble jusqu'à aujourd'hui, en fonction des dangers d'écroulement ou de choix stratégiques selon les quartiers, et n'ayant pas grand-chose à voir avec l'archéologie (par exemple construire un parking près du nœud routier de Topkapı). Cette vision « partie par partie » s'oppose à la vision linéaire et totalisante de l'Unesco, qui trace évidemment un tout autre dessin sur la carte, en faisant ressortir un long trait de sept kilomètres striant la péninsule historique.

LE TIERS : CHACUN SAISIT « SA » MURAILLE

Les sources de tension générées par l'occupation de la muraille sont-elles exclusivement d'ordre spatial ou territorial ? Ce type d'occupation ne se limite pas, évidemment, à la muraille : il existe dans l'aire urbaine stambouliote des quartiers clandestins aux dimensions bien plus importantes, particulièrement en périphérie. De même, des formes urbaines d'initiative populaire semblables apparaissent en de nombreux endroits de la mégapole : récupérateurs de rue, productions maraîchères, microbidonvilles, friches intra-urbaines occupées la nuit... On peut penser que l'enjeu réel de la confrontation n'est pas strictement la muraille elle-même. La tension ne doit pas non plus s'énoncer uniquement selon l'opposition occupation illégale/interdiction, ou occupants/représentants des pouvoirs publics. Les enquêtes ont permis de déceler d'autres enjeux.

Les situations socio-économiques des occupants durables et d'une partie des occupants temporaires sont plutôt mauvaises : pauvreté, chômage, stigmatisation morale et sociale. L'histoire d'Elias illustre bien le cas des nouveaux arrivants. Rencontré plusieurs fois en 2000 et 2001 lors d'explorations de parties peu accessibles de l'intérieur des murs, Elias occupait une crypte funéraire proto-byzantine. Rénovée au milieu des années 1990, la zone était retombée dans l'oubli, et de nouveau livrée aux appropriations sauvages. Elias, et plus tard Firat, qui seront bientôt rejoints par deux autres *squatters*, avaient aménagé des lits sur les tombeaux, les niches et le petit autel de leur nouveau logis. Elias avait alors entre 40 et 50 ans, et disait avoir récemment perdu emploi et logement. Sa situation était temporaire, affirmait-il, mais, en attendant, il souhaitait passer cette période de transition dans les conditions les plus décentes, afin d'éviter la clochardisation. Il aménagea la crypte avec soin, et pour un temps donné : « du moyen terme », « trois à six mois ». Au-delà d'une interprétation pragmatique (trouver un endroit où dormir), c'est la question du chômage et des trajectoires individuelles dans l'économie turque en pleine transformation qui s'observe ici. L'occupation spatiale est une sorte de « déviation » : la revendication territoriale autour d'un habitat décent permet d'agir encore, quand l'espoir d'une réintégration socio-professionnelle s'éloigne.

Les jardiniers qui cultivent des légumes sur plusieurs kilomètres dans l'ancien fossé sont presque exclusivement originaires de la région de Kastamonu, au nord d'Ankara. D'ingénieux systèmes d'irrigation et de protection des accès ont permis le développement d'une véritable zone maraîchère en plein centre de l'aire urbaine. Les *bostancı* (jardiniers) n'habitent pas souvent sur place, logeant pour beaucoup d'entre eux dans les tours du quartier voisin de Zeytinburnu. Ils vendent leurs produits sur les marchés urbains de l'agglomération. Cette présence est régie, au moins en partie, par un ancien décret ottoman qui autorise la location des terrains. Ce droit semble pourtant fragilisé aujourd'hui, puisque le plan de sauvegarde de la péninsule historique ne devrait laisser sur place qu'une partie des jardiniers et déplacer les autres en périphérie (Dorso, 2006). Quoi qu'il en soit, les contacts directs entre le pouvoir et les jardiniers ont lieu sur un terrain économique (location, production...). Les jardiniers évoquent parfois la menace de déplacement qui pèse sur eux comme une insécurité et une imprévisibilité latentes. Le problème lié à l'occupation de l'espace renvoie à une tension économique plus générale, celle de l'intégration du flux continu des migrants d'un exode rural entamé dans les années 1950. L'extension de l'aire urbaine et les étendues périphériques de *gecekondu* (littéralement « construit la nuit ») en sont d'autres illustrations. Cette intégration – urbaine, sociale, économique – est à ce point problématique que l'on préfère raisonner en termes de lieu, à la fois pour les pouvoirs : comment contenir ces groupes ? ; et pour les arrivants : où s'installer, où travailler en reproduisant au départ le mode de vie rural et

de production agricole² ? L'occupation de l'espace de la muraille n'est pas le centre du problème. Certains jardiniers iraient bien ailleurs, si c'était possible : « cette terre est fertile, mais difficile à travailler, elle est remplie de gravats et de déchets », et les conditions de location sont chères en période de crise.

La situation peut aussi être structurée par une tension d'ordre politique. Tous les ans, les Kurdes fêtent leur nouvel an, le *newroz*. En 2001, une célébration officielle encadrée fut autorisée tandis que les célébrations de rues étaient, comme chaque année, interdites. Or, un secteur de la muraille est traditionnellement occupé par les Kurdes, notamment originaires de Mardin près de la frontière syrienne, autour de laquelle s'organise une zone de commerce de rues. Tentes et étals s'étendent jusque dans un terrain vague attenant. Le jour du *newroz* 2001, une ébauche de célébration nocturne a commencé non loin de là, déclenchant l'intervention de la police, une émeute, puis un affrontement généralisé. La muraille s'est alors transformée en camp retranché, retrouvant curieusement sa fonction militaire défensive primitive. Dans ce cas, et toujours à côté d'une interprétation pratique qui reste valable (l'urgence des affrontements et les caractères matériels d'un combat de rue), l'espace est saisi comme un tiers dans une tension d'ordre politique. La situation de l'affrontement à cet endroit précis ne doit rien au hasard : il s'agit d'un lieu de présence kurde dans la ville à travers le commerce de rue ; d'une frontière et d'un interstice entre la vieille ville et les nouveaux arrondissements ; enfin d'un lieu à l'identité floue, doté d'un potentiel disponible d'appropriation symbolique. Cette interprétation n'épuise pas l'analyse de la recomposition territoriale de la muraille, mais permet de voir comment, dans des situations où la négociation ouverte n'a pas ou plus lieu (l'insertion économique, les migrants ruraux, les revendications culturelles et politiques des Kurdes), l'espace peut être saisi et réinvesti par des dynamiques dominées ou ignorées.

L'ESPACE DU REFOULÉ : L'INVISIBLE AU CŒUR DE LA VILLE

Certaines formes d'alcoolisme ou encore la sexualité, entre jeunes non mariés issus de classes populaires, qui ont lieu à l'intérieur des murs, ne sont tolérées ni dans l'espace public ni dans l'espace domestique. Ces pratiques existent depuis bien longtemps et ont toujours pu se dérouler dans divers endroits cachés. Cependant, alors que la Turquie se conformait aux critères économiques de l'économie libérale, la situation sociale des classes populaires s'est lentement dégradée dans les années 1990 : *krachs* boursiers, infla-

2. Le passage dans la muraille est souvent une étape de la mobilité géographique, professionnelle, sociale.

tions brutales, chômage, augmentation du coût de la vie... Dans le même temps, l'occidentalisation toujours promise est passée par la multiplication de messages publicitaires et d'images qui font naître des désirs de plus en plus éloignés des possibilités réelles d'assouvissement, favorisant les frustrations. Une réponse possible réside dans le moralisme prôné par les fondamentalistes. Les associations de charité œuvrent beaucoup pour redonner une dignité aux pauvres, tout en recrutant pour leur paroisse. Elles prônent un fatalisme austère, permettant de transférer ailleurs le poids d'un quotidien difficile. Mais ce renoncement est en complète contradiction avec les sirènes consuméristes, particulièrement dans l'espace public des grandes villes turques où se multiplient les rencontres entre les signes d'appartenance religieuse et une iconographie publicitaire très libérée. Le refoulement opère alors sur les désirs inassouvis, et les modalités les plus éphémères d'occupation illégale de la muraille peuvent être vues comme le rejaillissement de ces frustrations. Là, l'espace est simple support et la muraille offre, pour reprendre un langage interactionniste, un dispositif spatial qui rend possible ces pratiques : invisibilité entre les murs principaux, voies d'accès difficiles par endroits, réputation dangereuse de certaines portions, identité floue du lieu qui autorise plusieurs investissements, pression inégale des autorités sur le contrôle de l'espace.

Deux attitudes paradoxales co-existent du point de vue des pouvoirs publics. D'un côté, le processus instable de recomposition territoriale de la muraille et le caractère bâclé des rénovations semblent révéler un intérêt incertain de la municipalité pour la gestion et la restauration de l'édifice. Même dans les bureaux de la mairie du Grand Istanbul, les responsables du projet peinaient jusqu'à une date récente à trouver les plans des travaux, sortis finalement d'improbables dossiers empilés en haut d'armoires métalliques poussiéreuses. Ce désintérêt est à mettre en rapport avec le seul moment où l'attention des pouvoirs se focalise, presque jusqu'à l'outrance, sur la muraille de Théodose II. Chaque année, en effet, les autorités locales et nationales fêtent la conquête de Constantinople par le Sultan Mehmet le Conquérant, le 29 mai 1453. Cette cérémonie fut initiée lors de la création de l'Association de la Conquête d'Istanbul, en 1953. Une reconstitution grandiose est organisée avec armées en costumes, décors montés sur une portion de la muraille, canons, fumigènes et attaques au son des orchestres de musique militaire ottomane. Suivent des défilés militaires de l'armée turque moderne, puis des défilés d'élèves d'écoles de la ville. Le tout est filmé par la télévision, avec tribune officielle fournie et étendards des principales formations politiques. Seuls les jardiniers tolérés dans les douves gardent une sorte de flegme : continuant à travailler à quelques dizaines de mètres du théâtre de la commémoration, ils manifestent ouvertement leur distance avec la cérémonie et ses organisateurs. Cette débauche d'effets et de mise en

scène, sur un registre ouvertement guerrier – une agressivité latente est perceptible sur place durant la matinée de reconstitution – ne laisse pas d’interroger. Pourquoi un tel décalage entre le désintérêt pour la muraille et un investissement symbolique si marqué et ponctuel ?

Dans le contexte stambouliote, les appropriations chaotiques de la muraille renvoient à plusieurs axes de tension, qui travaillent l’ensemble de la société turque : modernité/tradition, économie traditionnelle/marche forcée vers l’économie libérale, religion/laïcité, unité nationale/minorités ethniques, passé impérial/position géopolitique actuelle. Concernant plus précisément la muraille, la situation pourrait être structurée par un double axe de tension, national : turc/non turc ; et religieux : musulman/chrétien. La gestion de la muraille pose problème, car elle fut construite par l’ancien ennemi byzantin. Jusque dans les années 1970, le patrimoine non turc était délibérément ignoré. En 1985, l’inscription de la ville au patrimoine de l’humanité rappela l’importance de ce patrimoine antérieur à 1453.

Au-delà de ces considérations pratiques, c’est la présence d’une altérité aujourd’hui encore irréductible au sein même de la métropole emblématique de la Turquie qui semble problématique. Le problème s’est posé immédiatement aux premiers sultans : comment marquer son empreinte sur ce lieu, au milieu d’une telle profusion de sites, d’édifices, de signes ? Les sultans des XV^e et XVI^e siècles n’ont eu de cesse, tout en permettant une liberté de culte destinée à ne pas vider la ville et à assurer la transition économique, de recouvrir les signes byzantins par les signes ottomans. Les grandes mosquées en sont la preuve. Des hauteurs de la muraille, se lit parfaitement la règle qui fut imposée : les clochers ou dômes des églises sont partout dominés par les minarets et les coupes des mosquées. Quelques édifices furent transformés, à l’instar de Sainte Sophie, et de nombreux palais tentèrent d’imposer la présence et l’architecture des nouveaux occupants. Quant aux constructions populaires, hormis les quartiers confiés plus tard aux Européens autour de leurs comptoirs de Galata, l’habitat turc s’est imposé. Mais les grands édifices, plus chargés de force symbolique, sont restés. La tension est toujours présente : le projet de refaire de Sainte Sophie, devenue musée sous Atatürk, une mosquée en activité a resurgi régulièrement au début du XXI^e siècle³.

Concernant la muraille, le traumatisme de base tirerait son origine de l’antériorité spatiale, qui innerve le conflit identitaire et le rapport à l’espace urbain stambouliote. Il s’agit de refouler les signes qui mettent en danger l’affirmation de la présence légitime sur le sol d’Istanbul. Cette sur-affirmation identitaire se renforce encore quand l’identité turque est vécue comme menacée sur d’autres fronts plus explicites : question de la laïcité, position par rap-

3. Radikal, 25/06/05, p. 4, cité dans *Electroui* n° 21, Observatoire urbain d’Istanbul.

port à l'entrée dans l'Union européenne, crise économique et exode rural massif, question kurde. Le désintérêt, pour la muraille terrestre, surprenant *a priori* de la part des pouvoirs publics, de même que son appropriation sélective et sur un registre guerrier un seul jour dans l'année, pourraient exprimer ce refoulement des signes déstabilisants pour l'identité et ce surgissement de formes détournées de résolutions de la tension initiale (jusque dans des formes de violence libératoire). Le retour chaque année de la commémoration prouve bien que cette conquête de l'espace pose problème et que celui-ci n'est jamais réglé : chaque année, Constantinople est à prendre, et doit être prise par les armes. La conquête reste toujours à faire. *A contrario*, le désintérêt permanent, qui suit et encadre chaque cérémonie du 29 mai, montre l'enfouissement des signes qui imposent malgré eux, rien que par leur seule présence matérielle, un rappel constant de ce refoulé.

Il est possible d'avancer des éléments de réponse à la question du pouvoir paradoxal des usagers sur le processus de requalification de la muraille. Ceux-ci ne disposent pas de ressources ou de capitaux inattendus : ils agissent au quotidien dans un contexte de contraintes fortes. Mais ils profitent d'une faille du pouvoir officiel, qui renvoie à la réécriture actuelle de l'histoire du site et de la ville – aboutissant jusqu'au début de l'année 2006 à une déprise relative de la part des pouvoirs publics.

Les modalités d'usage du site montrent d'abord qu'un conflit d'appropriation spatiale peut renvoyer à un problème originel et refoulé d'ordre social : survie économique, conflit politique, pression normative, frustrations... Mais le problème originel peut tout aussi bien être l'espace en soi, autrement dit un certain rapport problématique des hommes et des activités humaines au monde matériel. Le refoulement du problème de l'antériorité historique et des espaces qui le manifestent semble bien opérer au niveau de la sphère institutionnelle. Le contexte politique et les partis au pouvoir ou influents, qu'ils soient nationalistes ou islamistes modérés, jouent un rôle important dans la crispation identitaire, même si la réécriture idéologique de la conquête transcende bien des frontières politiques et tend à devenir une base commune (Pérouse, 2003). À l'échelle de la société, les logiques repérées n'opèrent pas de la même façon chez tous les groupes sociaux. L'exemple saisissant des commerçants de rue kurdes qui réinvestissent le secteur de Topkapı le montre bien : dans leurs discours, la muraille est un édifice glorieux, et toujours debout, preuve de « la supériorité des Byzantins sur les Ottomans » – le problème de l'antériorité étant ici bien compris, mais simplement retourné.

Le facteur historique crée une interférence particulière. Il est un élément parmi d'autres, dans un ensemble d'interactions qui font intervenir avec autant de force les pressions foncières et immobilières, les logiques de survie économique, les flux de migrants qui trouvent dans la muraille des zones de transit, ou encore la pression sociale et morale des espaces publics et privés

traditionnels. Le cas de la muraille montre une articulation singulière du temps et de l'espace : l'histoire n'est pas seulement appelée, convoquée et reconstruite par les logiques d'actions, mais s'impose aussi à celles-ci – par le biais de sa matérialité spatiale, monumentale, urbaine – jusqu'à être repoussée ou refoulée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANGEL, A. 1992. « Projets et aménagements urbains à Istanbul de 1933 à nos jours. Henri Prost à Istanbul de 1936 à 1951, deuxième partie », *Lettre de l'Observatoire urbain d'Istanbul* n° 3.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. ; DEBOULET, A. 2000. *Les compétences des citoyens dans le monde arabe*, Paris, Karthala.
- DEBOULET, A. 1997. « L'habitat d'initiative populaire au Caire ou le mythe de l'anarchie urbaine: enjeux d'une compréhension anthropologique », *Lettre de l'Observatoire urbain d'Istanbul* n° 10.
- DEMAZIÈRE, C. ; DORSO, F. 2003. « Deux expériences urbaines aux marges de l'Europe », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 93, p. 15-21.
- DORSO, F. 2003. « La muraille terrestre d'Istanbul », *Les dossiers de l'IFEA, collection « Patrimoines au présent »* n° 1, 39 p.
- DORSO, F. 2006. « Pouvoirs et contre-pouvoirs autour de l'occupation et de la rénovation de la muraille terrestre d'Istanbul », *Travaux et documents de l'UMR 6590 Espaces et Sociétés* n° 24, CNRS, Nantes, à paraître.
- FREYNET, M.-F. ; BLANC, M. ; PINEAU, G. 1998. *Les transactions aux frontières du social. Formation, travail social, développement local*, Lyon, Éditions Chronique sociale.
- OZEL, D. 2004. *Politiques urbaines et patrimonialisation : quelle représentation de l'héritage architectural ? L'exemple de la péninsule historique Eminönü-Fatih, Istanbul*, Rapport d'étude, Observatoire urbain d'Istanbul, Institut français d'études anatoliennes.
- PEROUSE, J.-F. 2003. « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », *Rives nord-méditerranéennes* n° 16, p. 27-44.
- REMY, J. 1998. *Sociologie urbaine et rurale, l'espace et l'agir*, Paris, L'Harmattan.
- VOYÉ, L. 1992. « Transaction et consensus supposé », dans M. Blanc (sous la direction de), *Pour une sociologie de la transaction sociale*, Paris, L'Harmattan, p. 194-213.